

Alors que le pays fait face à une troisième vague de la Covid-19

SEULEMENT 10% DES ALGÉRIENS SONT VACCINÉS

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7038 – SAMEDI 10 JUILLET 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

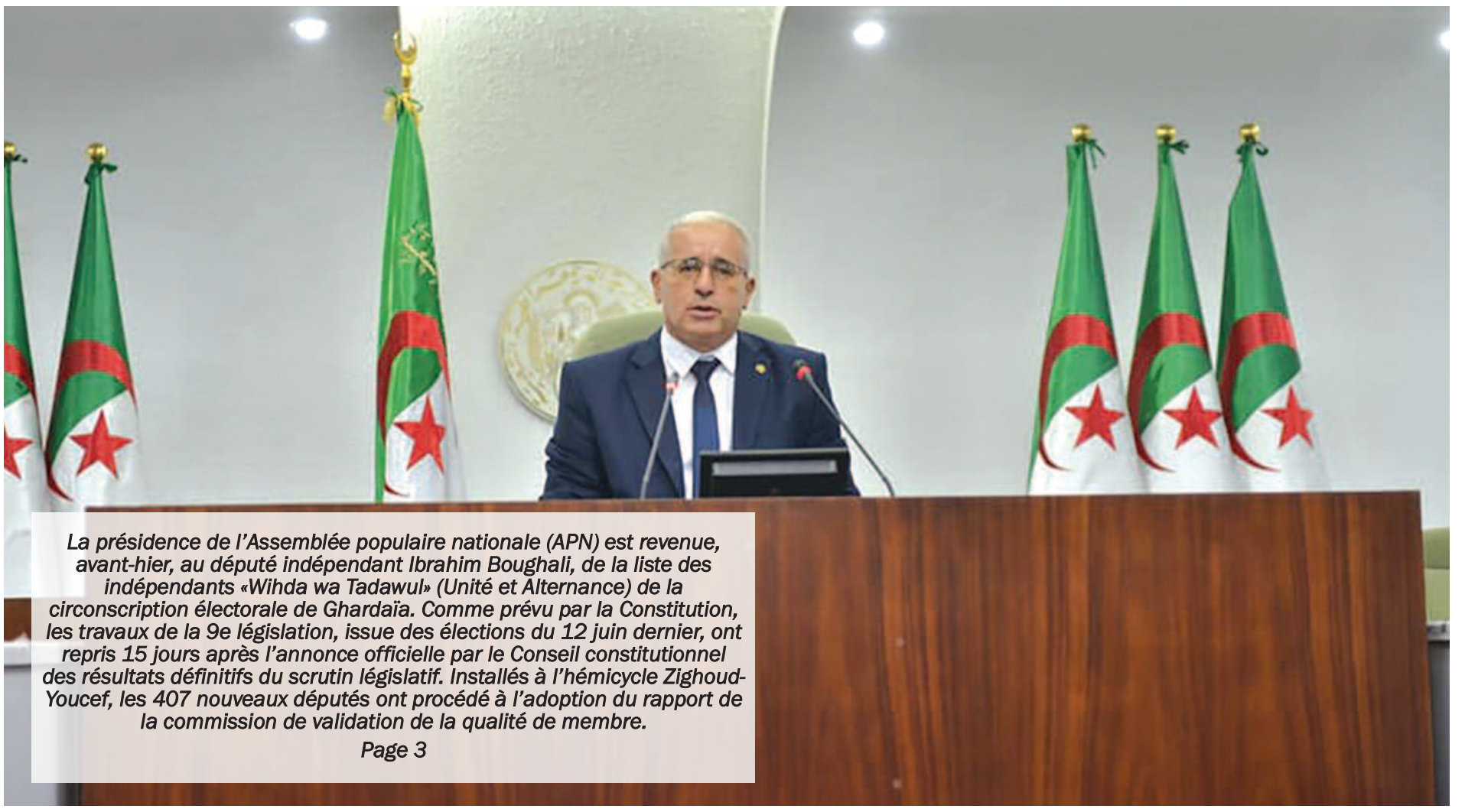
Sortie de promotions à l'académie de Cherchell

TEBBOUNE PRÉSIDE LA CÉRÉMONIE

Page 24

NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'APN

IBRAHIM BOUGHALI, L'HOMME DU CONSENSUS



La présidence de l'Assemblée populaire nationale (APN) est revenue, avant-hier, au député indépendant Ibrahim Boughali, de la liste des indépendants «Wihda wa Tadawul» (Unité et Alternance) de la circonscription électorale de Ghardaïa. Comme prévu par la Constitution, les travaux de la 9e législation, issue des élections du 12 juin dernier, ont repris 15 jours après l'annonce officielle par le Conseil constitutionnel des résultats définitifs du scrutin législatif. Installés à l'hémicycle Zighoud-Youcef, les 407 nouveaux députés ont procédé à l'adoption du rapport de la commission de validation de la qualité de membre.

Page 3

RELANCER L'INVESTISSEMENT ET TROUVER DES SOURCES DE FINANCEMENT

Les défis du nouveau gouvernement

Page 4

UN AÏD EL-ADHA SUR FOND DE CRISE ÉCONOMIQUE

Le temps de la valse des prix

Page 5

MARCHÉ DU PÉTROLE

Entre incertitudes et caprices émiratis

Page 4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

BLIDA

Des lycées et CEM, réquisitionnés pour l'opération de vaccination

APRÈS les chapiteaux placées au niveau des places publics des quatre communes de la wilaya de Blida à savoir, Blida, Boufarik, Larbaa et El Affroun, dans le cadre d'une opération de vaccination proche du citoyen, voilà qu'une décision a été prise par le wali , la direction de l'éducation et la direction de la santé pour élargir encore plus la vaccination , c'est dans cet ordre d'idée que la direction de l'éducation de la wilaya de Blida a mis à la disposition de la direction de la santé quatre établissements, scolaires à travers le territoire de la wilaya, il s'agit du lycée Bitat de Ouled Aich, le collège Moufdi Zakaria de Boufarik, le collège Chiffa centre et le lycée El Battani de l'Arbaa. C'est à partir de cette semaine '' Dimanche 11 Juillet '' que les établissements cités, recevront toute la famille de l'éducation ainsi que les citoyens pour être vaccinés. Sur ceux, un appel a été lancé par la première responsable de l'éducation de la wilaya à l'ensemble du personnels enseignants, administrations et travailleurs, pour qu' ils aillent se faire vacciner, afin de se mettre à l'abri de toute contamination qui peut leur être fatale en ces jours ou la propagation se multiplie de jour en jour .

T. Bouhamidi

FEUX DE FORÊTS À KHENCHELA

Beldjoud évoque la piste criminelle

LE MINISTRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a affirmé, vendredi depuis la commune de Bouhmama (Khenchela), que les incendies qui se sont déclarés dans la wilaya depuis dimanche dernier sont «volontaires et provoqués par des groupes criminels».
«Les services de sécurité ont appréhendé plusieurs suspects qui devront répondre de leurs actes devant la justice», a précisé M. Beldjoud, qui était accompagné par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani, lors de son inspection du centre de commandement de la Protection civile de Bouhmama, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection à Khenchela pour s'enquérir de la situation suite aux incendies qui se sont déclarés dans la région. Le ministre a ajouté, dans ce contexte: «Il y a des personnes qui tentent de créer le désordre à travers ces feux de forêts», relevant que «des éléments de la Protection civile ont trouvé lors de leurs interventions pour éteindre les flammes à l'intérieur des forêts, des personnes transportant des bidons d'essence et des scies mécaniques».
M. Beldjoud a également déclaré que «jusqu'à présent 2 500 hectares de surfaces forestières ont été ravagées par les flammes», soulignant que «selon les spécialistes du domaine, ce couvert forestier se régénérera à partir de mars prochain».
Selon le ministre de l'Intérieur, «quatre foyers de feu demeurent actifs à Khenchela et les éléments de la Protection civile, ceux des forêts, ainsi que les unités de l'ANP, poursuivent leurs efforts pour lutter contre les flammes jusqu'à leur extinction définitive».

S. N.

ALORS QUE LE PAYS FAIT FACE À UNE TROISIÈME VAGUE DE LA COVID-19

SEULEMENT 10% DES ALGÉRIENS SONT VACCINÉS

Alors que l'objectif est d'atteindre un taux de 80% pour briser la chaîne de propagation du virus, la campagne de vaccination contre la Covid-19 en Algérie n'a atteint que 10% seulement, a estimé le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), le Dr Fawzi Derrar.



Malgré la mise en place par le ministère de la Santé d'espaces de vaccination de proximité pour faciliter la vaccination des citoyens, la campagne de vaccination contre le coronavirus est à la traîne.
Plus de cinq mois après son lancement à la fin du mois de janvier dernier, les premiers concernés par la vaccination, à savoir les personnes âgées et vulnérables ainsi que le personnel médical, sont encore hésitants, et ce en dépit d'une situation épidémiologique inquiétante vu la tendance haussière des cas de contamination qui ont atteint le seuil des 600 cas ces dernières 24 heures.
Agitant le spectre d'une troisième vague, le Dr Fawzi Derrar a appelé les concitoyens à ne pas hésiter à se faire vacciner pour notamment faire face aux nouveaux variants de la Covid-19, notamment le variant Delta ou indien, considéré comme étant le plus dangereux et très contagieux.
S'exprimant lors d'un point de presse animé à Alger par le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, en compagnie de cadres de son département, le DG de l'IPA estime que la vaccination reste l'ultime et le moyen le plus efficace contre le coronavirus et ses variants, notamment «Delta, devenu une menace pour la population en raison de sa vitesse de propagation.
En effet, une seule personne atteinte du variant peut contaminer 8 personnes, contrairement aux autres variants», a fait savoir le Dr Derrar. Rappelant aux citoyens l'impératif de se faire vacciner, d'autant que les vaccins sont disponibles actuellement, le Dr Derrar a estimé que «le taux atteint par cette opération, à savoir 10% seulement, ne permet pas d'endiguer la propagation du variant Delta, d'où l'urgence d'inciter les citoyens à atteindre un taux de 80% à même de permettre de briser la chaîne de contamination et de faire face aux autres vagues».
Il a tenu à rassurer les citoyens quant à «l'efficacité des vaccins contre le virus et ses variants, notamment ceux qui devront apparaître dans le futur».

UN NOUVEAU PLAN POUR INCITER À LA VACCINATION

De son côté, le ministre de la Santé, le Pr Abderrahmane Benbouzid, a annoncé le nouveau plan stratégique de communication de la campagne de vaccination qui vise, en premier lieu, à inciter les citoyens à se faire vacciner afin de briser la chaîne de contamination à travers le recours aux différents médias et à l'organisation de conférences et de tables rondes par des spécialistes et des personnalités influentes dans la société. Il s'agit également du lancement de caravanes mobiles vers les zones enclavées et de l'élargissement du nombre des espaces publics, des centres commerciaux, des mosquées, des institutions et des cliniques relevant du secteur privé dédiées à cette opération, qualifiée de «très importante».
A travers l'adoption de cette nouvelle stratégie, le Pr Benbouzid explique que cela vise à cibler au moins un million de personnes par mois afin d'endiguer la propagation du virus et de ses nouveaux variants, soulignant que «le respect des gestes barrière, notamment le lavage des mains plusieurs fois par jour, le port du masques» est primordial.
Le ministre a en outre rappelé «la simplification de l'opération de vaccination en rapprochant la santé des citoyens. Il n'y a pas lieu d'avoir peur des effets secondaires des vaccins» qui, selon le Centre national de veille pharmaceutique, sont «très légers, à l'instar d'autres types de vaccins».
La directrice générale de la pharmacie et des équipements médicaux, le Pr Ouahiba Hadjoudj, a tenu à rassurer quant à l'efficacité des différents types de vaccins acquis par l'Algérie ainsi que ceux qu'elle va acquérir à l'avenir, à savoir Pfizer, Johnson and Johnson et Moderna qui, selon elle, sont homologués par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle a fait état de la réception d'un nombre «important» de ces vaccins durant le mois de juillet en cours et d'août prochain.
Pour sa part, le directeur général des structures sanitaires au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a mis en avant la mobilisation du ministère pour la mise à disposition d'un grand nombre de lits d'hospitalisation et de réanimation, notamment dans la wilaya d'Alger, soumise actuellement à une forte pression.
Il a également souligné le pic des cas de contagion durant les dernières semaines dans dix wilayas ainsi que la disposition du ministère à faire face à cette situation sur le territoire national, en adressant des instructions aux directeurs de la santé et aux gestionnaires des hôpitaux à l'effet de tirer profit des deux expériences précédentes, celles de février et de juillet 2021.

Lynda Louifi

831 nouveaux cas, 452 guérisons et 13 décès ces dernières 24 heures

831 NOUVEAUX cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 452 guérisons et 13 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué vendredi le ministère de la Santé, dans un communiqué. Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 144483, celui des décès à 3811 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint les 100383 cas. Par ailleurs, 44 patients sont actuellement en soins intensifs.En outre, 8 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 17 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 23 wilayas ont enregistré plus de 10 cas, ajoute la même source. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque

NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'APN

Ibrahim Boughali, l'homme du consensus

La présidence de l'Assemblée populaire nationale (APN) est revenue, jeudi dernier, au député indépendant Ibrahim Boughali, de la liste des indépendants «Wihda wa Tadawul» (Unité et Alternance) de la circonscription électorale de Ghardaïa. Comme prévu par la Constitution, les travaux de la 9e législation, issue des élections du 12 juin dernier, ont repris 15 jours après l'annonce officielle par le Conseil constitutionnel des résultats définitifs du scrutin législatif. Installés à l'hémicycle Zighoud-Youcef, les 407 nouveaux députés ont procédé à l'adoption du rapport de la commission de validation de la qualité de membre. S'en est suivi l'élection du président de l'Assemblée en sa qualité de troisième homme de l'Etat, après le président de la République et le président du Sénat.

Deux hommes ont été en lice pour le perchoir : le député indépendant de Ghardaïa, Ibrahim Boughali, et l'élu du MSP, Ahmed Sadok, de la circonscription électorale de Chlef. 258 députés ont voté pour Ibrahim Boughali contre seulement 87 pour Ahmed Sadok. Un grand écart qui renseigne sur les enjeux de l'élection de la nouvelle législation, laquelle survient deux ans après une révolte inédite contre le cinquième mandat du président déchu, Abdelaziz Bouteflika, et le maintien du soulèvement populaire du Hirak. Le candidat du MSP, plutôt le candidat représentant la mouvance islamiste, est ainsi rejeté d'office.

C'est le moins que l'on puisse dire malgré le soutien des députés du Front El-Moustakbel et du Mouvement El-Bina, qui ont eu, chacun, 48 et 39 sièges, alors que le MSP s'est imposé à la troisième place avec 65 sièges, juste après les indépendants qui ont raflé 84 sièges. Le parti islamiste se voit infliger une autre gifle après celle qui l'a décidé à prendre une décision ferme de ne pas participer au gouvernement, et ce avant même l'annonce de la nomination d'Aymen Benabderrahmane à sa tête.

En revanche, le candidat indépendant est largement soutenu. Et c'est un candidat de la vallée des M'zab. Une première en Algérie. A cet homme qui n'est pas très connu sur la scène politique nationale, bien qu'il soit un politicien, en plus de ses activités en tant qu'important investisseur dans le domaine du tourisme et ayant déjà occupé le poste de P/APW de Ghardaïa et de président de la commission de l'agriculture à l'APW (2017-2000), il est reconnu un fait que la population locale et d'autres d'ailleurs, mais aussi les institutions publiques saluent. En effet, l'homme est considéré comme l'artisan de la réconciliation dans les évènements de Ghardaïa, ces derniers ayant éclaté en 2015 dans la vallée des M'zab précisément.



Des conflits fonciers qui se sont ajoutés à ceux religieux entre les Chaâmbas et les Mozabites.

Pour rappel, les violences entre les frères ennemis ont fait 22 morts des deux côtés. La situation était si grave que plusieurs personnes ont été arrêtées et emprisonnées - dont le militant Kamel Eddine Fekhar, décédé en prison- et l'armée a été amenée à prendre le contrôle pour ramener le calme. Entre-temps, des tentatives de médiation ont été lancées par des notables et autres, et elles ont été concluantes. Ibrahim Boughali faisait partie de ces hommes qui ont aidé à la réconciliation. C'est un homme de paix qui est donc choisi à la présidence de l'APN, mais pas seulement. En fait, l'homme n'est pas aussi indépendant que certains le croient.

C'est sous la chapelle du RND qu'il a été élu au niveau local. Aussi, les indépendants sont, pour la plupart, des alliés du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Si certains ne le déclarent pas officiellement, d'autres ne le cachent nullement. Dans sa déclaration à sa prise de fonction, le jour même de son élection, le nouveau président de l'APN, Ibrahim Boughali, a déclaré : «Cette législation édifie vraiment et sincèrement l'Algérie nouvelle souhaitée par le peuple algérien et pour laquelle le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est engagé». Aussi, «je m'engage à veiller à coordonner entre les différents groupes parlementaires et le gouvernement pour la concrétisation du programme du président de la République». Des propos qui n'ont pas manqué de susciter une certaine indignation chez des internautes sur les deux réseaux Twitter et Facebook. Ces derniers s'élèvent contre le fait que le nouveau président de l'APN se mette donc «au service du président de la République et non des citoyens».

De là, ils observent qu'il n'y a «pas de séparation entre le pouvoir législatif et celui exécutif».

Autre remarque à faire : il est vrai que les deux partis FLN et RND ont renoncé à présenter un candidat, bien que le FLN ait été le plus grand vainqueur du scrutin législatif avec 96 sièges, alors que le RND s'est classé quatrième avec 58 sièges, mais dans les coulisses, les bruits couraient fort sur la décision des deux partis de soutenir un candidat indépendant. Et c'est ce qui a été fait. Partant, Ibrahim Boughali est aussi et surtout l'homme du consensus. Le patron du MSP, Abderrazak Mokri, plus déçu que tous, est le premier politicien à s'être exprimé officiellement sur cette élection.

Dans un post sur Twitter, il a écrit : «Aux Algériens qui croient en nous, soyez sûrs que nous ne serons pas démoralisés. C'est une bataille parmi d'autres, faites preuve de patience.»

Sans citer les hommes au pouvoir, il a poursuivi : «Ils seront anéantis par les crises et les fléaux. Ce ne sont pas eux la patrie et ils ne sont pas à son niveau. Le changement viendra inéluctablement, préparez-vous alors à en être les héritiers.»

Sonia Djouher

Un président d'APN issu du M'Zab

LA NOUVELLE APN est entrée officiellement en fonction, lors d'une séance plénière regroupant tous les députés issus des élections législatives du 12 Juin dernier. Si les députés des partis du pouvoir, notamment le FLN et le RND, ont exprimé leur détermination à défendre et appliquer à la lettre le programme du Président de la République, ceux des indépendants arrivés en deuxième position dans ce scrutin après le FLN, semblent troquer la possibilité d'unifier les rangs du peuple Algérien.

Le but recherché étant de tenter de créer une synergie entre les partis ayant la même vision, qui consiste à mettre l'intérêt du pays et du peuple au-dessus de toutes les considérations. A noter que ces indépendants se sont dits favorables et décider à travailler avec certaines forces des partis politiques présents aux législatives.

La nouvelle assemblée nationale représente 58 circonscriptions électorales, en comptant depuis le début de l'année en cours, après la promotion en nouvelles wilayas, de 10 circonscriptions administratives, outré des 4 zones pour le vote de la Communauté nationale établie à l'étranger.

La majorité des nouveaux députés élus ont proposé l'ex-président de l'APW de la Wilaya de Ghardaia, M. Brahim Boughali, pour la présidence de l'APN pour concurrencer un autre député désigné par le parti du MSP.

Selon ces députés favorables pour M. B. Boughali, le but étant de donner une vision démocratique à l'installation du président de l'Assemblée nationale populaire.

Question de dire que «nous voulons démarrer sur de bonnes bases non pas pour arriver à présider cette assemblée, mais pour consacrer le principe d'une vraie démocratie nationale transparente dans l'installation de la nouvelle assemblée, pour donner une sincère crédibilité à cette assemblée». Il est à préciser que cette candidature est juste pour le principe car les résultats sont connus d'avance et la balance est favorable au candidat de la majorité parlementaire qui semble-t-il, avait fait un bon choix.

Un choix qui a procréé une énorme liesse populaire chez les habitants du K'Sar de Beni-Isguen, la ville natale de Brahim Boughali.

Au niveau des appréciations, les avis sont divergents. Interrogé par le *Jeune Indépendant*, Youcef, un jeune Bénisguenois s'exprime : «Cette généreuse désignation avait surpris tout le monde à travers les Septs K'sours de la vallée du M'Zab, mais c'est une bonne chose»

Quant à Baali Kouta, un commerçant de 48 ans ce dit «Je suis très enchanté par cette nomination inattendue», dit-il. Ajoutant : «qu'un indépendant à la tête de l'APN, permettera de jouer l'arbitre entre la société civile et le gouvernement».

Quant à Bahmed Houddjedje, Ingénieur à la retraite nous dévoile : «A travers cette élection ou plutôt cette désignation, qui est la bienvenue, le gouvernement voulait vraisemblablement faire oublier à la communauté Mozabite les mésaventures qu'elle avait endurée durant les regrettables conflits des années 2013 à 2015». Avant d'ajouter : «En remplacement de cette nomination quoi qu'appréciée, j'aurais plutôt préféré que M. Abdelmadjid Tebboune, puisse adjoindre au staff gouvernementale conduit par le Premier Ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, au moins deux Ministres Mozabites».

Quoi qu'il en soit, en dépit de l'élection de M. Boughali à la téte de l'APN, l'ensemble de la société civile de Ghardaia, quoique très enthousiasmée, précise dans ce sens : «Ce qui nous préoccupe, actuellement, n'est pas celui qui doit présider cette assemblée mais que va-t-il se passer demain et après-demain, notamment, par rapport au développement économique et social de notre Pays, à la réunion de l'ensemble des Algériens par delà les différentes idéologies, à Bien éduquer et soutenir la jeunesse algérienne pour dresser un rempart pour éviter l'irrémédiable à notre pays et à lutter contre la précarités sociale et professionnelle. Car, ce sont là, les seuls éléments indispensables capables aujourd'hui d'ouvrir de véritables horizons, bien évidemment avec le soutien du pouvoir en place.

Cependant, à Ghardaia, tout le monde s'est «félicité du déroulement des législatives. Les heureux élus de la nouvelle APN auraient insisté sur la réhabilitation de l'APN dans son rôle de législateur, de promoteur du développement économique et de porte-voix des préoccupations des citoyens».

De Ghardaïa,
Aissa Hadj Daoud

RELANCER L'INVESTISSEMENT ET TROUVER DES SOURCES DE FINANCEMENT

Les défis du nouveau gouvernement

La composante de l'équipe gouvernementale a été dévoilée mercredi passé. Un intérêt et une priorité accordée à l'économie apparaissent non seulement en la nomination d'un financier à la tête du gouvernement mais aussi au maintien de ce dernier dans son poste de ministre des Finances.



Le challenge pour cette équipe gouvernementale est grand, notamment concernant le volet économique, sachant que le pays traverse une situation financière difficile, accentuée par les retombées économiques de la crise sanitaire. Relance de l'investissement, financement, chômage…Quelle marge de manœuvre pour cette équipe en ces temps de disette financière ?

Le président de la République avait déjà fixé les priorités au Premier ministre Aymen Benabderrahmane lorsqu'il l'a reçu pour lui confier la formation du gouvernement. «Les questions futures seront économiques et sociales et sont liées aux finances, et vous êtes au courant de tous les dossiers financiers», avait-il fait savoir à l'argentier du pays, lequel garde son poste de ministres des Finances qu'il occupe depuis 2020. Il aura donc, avec son équipe, pour tâche prioritaire de redresser la situation socio-économique au moment où le pays traverse une grave crise. En effet, le pays traverse une crise socio-économique, qui est aggravée par la crise sanitaire de la Covid à l'issue incertaine. Le grand dilemme pour M. Benabderrahmane et son équipe est donc de redresser la machine économique. Mais comment faire ?

Pour l'économiste Brahim Guendouzi, il y a deux préoccupations fondamentales qu'il faut prendre en charge dès maintenant. Il faut relancer l'investissement et trouver les sources de financement. «La relance de l'investissement passe par la création d'entreprises, surtout que sur une année et demie de pandémie, il n'y a pas eu d'investissement», a-t-il indiqué dans sa déclaration au Jeune Indépendant, soulignant l'importance de l'investissement, une condition sine qua non pour retourner à la croissance économique. La deuxième préoccupation est, selon lui, de trouver des moyens de financement. «C'est le point noir de l'économie algérienne.

La priorité c'est de trouver des mécanismes de financement qui seront aptes à relancer l'investissement», a-t-il signalé, affirmant que les deux aspects mis en œuvre par les pouvoirs publics restent insuffisants. «L'ajustement des taux de changes (qui a engendré la dépréciation du dinar) et le financement monétaire (dans le cadre du programme de refinancement) sont insuffisants», a-t-il affirmé, rappelant la nécessité d'aller vers un financement en devise. «On a besoin d'un financement en devise», a estimé M. Guendouzi, signalant le refus des autorités d'aller vers l'endettement extérieur. Pour l'économiste, refuser ce mode de financement aura un impact sur les réserves de change, lesquelles devront supporter les dépenses en devise. L'autre solution, selon l'expert, ce sont les investissements directs étrangers (IDE), bien que, a-t-il précisé, le contexte mondial ne permet pas encore un retour de ces investissements, d'autant que le monde entier est sous l'effet de récession économique en raison de la crise sanitaire.

Le partenariat public/ privé est aussi un moyen à prendre en considération, selon l'enseignant universitaire. Un mécanisme qui nécessite, a-t-il expliqué, un peu plus de temps car il faut revoir les textes juridiques et une expertise est nécessaire. Il a en outre souligné la nécessité de sauver l'emploi, ce qui se fera avec la création d'une croissance. «Certains n'ont plus de revenus. Le chômage touche les jeunes diplômés, sachant que le marché de l'emploi est fermé», a-t-il précisé.

Lilia Aït Akli

MARCHÉ DU PÉTROLE

Entre incertitudes et caprices émiratis

C'EST vraiment l''inquiétude chez les producteurs du pétrole. Faute d'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de leurs alliés OPEP+, l'incertitude s'installe sur le marché et les investisseurs sont sur le qui-vive, renonçant à prendre des parts et à investir dans le secteur.

Pourtant, le marché est resté assez ferme, ne lâchant rien, rassuré par la baisse des réserves américaines de brut. Une annonce qui a même fait rebondir les cours. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord valait presque 75 dollars en légère hausse par rapport à la veille. Les stocks US ont plongé de près de sept millions de barils, selon l'Agence américaine d'information sur l'Energie, de quoi consoler les producteurs mondiaux. L'indicateur US est aussi une preuve d'une forte demande, car étant le premier consommateur mondial de pétrole.

Cependant, la crainte d'une perturbation du marché et un effondrement des prix pourraient bien la future hantise du cartel et de ses alliés. Car les divergences ont véritablement plombées l'Opep. Les quotas risquent de ne plus être respectés, les vannes pourraient s'ouvrir davantage, alors que la conjoncture économique mondiale est affectée par le rebond de la crise sanitaire et un probable ralentissement des activités économiques et commerciales.

L'Opep+ tablait sur un accord qui permettait de mettre au fur et à mesure une petite quantité de brut, selon les indices qui seront fournis par les experts. L'accord allait être reconduit pour six mois encore, voire plus. Jusqu'à maintenant, cet accord sur les quotas a été une totale réussite, puisque les cours ont grimpés rapidement.

Or, voilà que les Emirats arabes unis, comme un grain de sel, sont venus chambouler tous les plans. Abou Dhabi veut pomper encore plus que son quota, sans raison objective et sans être vraiment dans le grand besoin. Une exigence qui a capoté le dernier sommet et annulé tout accord possible. En quelques jours, la querelle devient verbale entre les EAU et l'Arabie saoudite, pourtant amis ou alliés sur plusieurs dossiers de politique étrangère.

Il est vrai que depuis quelques mois, une tension tacite est apparue entre ces deux pays, notamment sur le dossier yéménite, la réconciliation avec le Qatar et la gestion du dossier syrien.

Le caprice émirati risque cette fois de peser lourd. Car il menace, selon les analystes, les équilibres du marché: en l'absence d'accord, les producteurs pourraient soit s'en tenir à leurs niveaux de production actuelle, quitte à assoiffer leurs acheteurs, soit se mener une guerre des prix en produisant autant que possible, ce qui risque d'inonder le marché.

Faute d'accord, «tout le monde pourrait bien augmenter sa production quoi qu'il arrive», de façon unilatérale, a prévenu un spécialiste macro-économique. Et les prix vont chuter encore, surtout que l'apparition du variant Delta du Covid-19, plus contagieux et plus dangereux dans la contamination, est synonyme de davantage de restrictions et de fermeture de frontières. Ce scénario de chute des cours serait catastrophique pour la majorité des pays membres de l'Opep+, dont l'Algérie, dont leurs principales recettes proviennent de la vente des hydrocarbures. En 2014, la guerre des prix provoquée par Ryad a fait chuter le prix du baril à un seuil historique, atteignant presque les vingt dollars.

Cette guerre a été un choc immense pour l'Algérie, dont le budget de l'Etat a subi des contrecoups et des coupes importantes. Le gouvernement de l'époque était obligé d'annuler des projets, de fermer des chantiers, de restreindre les volumes de l'importation des marchandises, de revoir la législation sur les investissements et surtout de recourir à la planche à billet, après l'échec de l'emprunt national.

Il aura fallu une longue médiation et des pourparlers serrés pour que le marché retrouve des couleurs, grâce entre autres au rôle joué par Alger dans un sommet qu'elle a abrité en 2018.

Mohamed Kouini

UN AÏD EL-ADHA SUR FOND DE CRISE ÉCONOMIQUE

Le temps de la valse des prix

Les maquignons ont fait leur apparition en force à travers l'ensemble des quartiers de la Coquette, mais les ventes sont faibles par rapport à l'année dernière à la même période. En parallèle, comme chaque année, l'ouverture des marchés traditionnels un peu partout tant dans la ville et sa périphérie, à l'exemple de ceux implantés habituellement à Seybouse, El-Gantra et Sidi Salem, lesquels ne désemplissent pas à mesure que l'Aïd approche enregistrent de très faibles demandes de mouton.



Ces marchés sont visités par un grand nombre de citoyens, notamment les chefs de famille en quête d'un bélier «décent» et à un prix abordable, en vain. L'affluence des acheteurs, qui va crescendo durant la dernière dizaine précédant l'approche de la fête de l'Aïd, atteint néanmoins sa vitesse de croisière durant les trois derniers jours et les week-ends, période propice pour de nombreux citoyens à la recherche du mouton qui plaira à leurs progénitures et ne portera pas pour autant «un sérieux coup de poing» à leur économie.

Mais cette année, devant la crise économique qui secoue brutalement le pays, l'achat du mouton pose problème. Ce n'est plus le mouton qui manque, mais l'argent pour en acquérir un. Pour la circonstance, en plus des nombreux points de vente, une ambiance inhabituelle, avec les cortèges ininterrompus de camions chargés de moutons, viennent au quotidien pour la plupart d'entre eux de Tébessa, d'Oum El-Bouaghi, Bordj Bou Arreridj qui sont des zones pastorales réputées au même titre que Saida, Naama, Aflou, Djelfa et Ain-Sefra. Mais encore une fois, les ventes de mouton se font rares.

«Je n'ai rien compris. D'habitude à cette même période, je suis à mon cinquième camion de vente de moutons. Aujourd'hui 9 juillet à quelques jours de l'Aïd El-Adha, je me retrouve toujours avec mon premier camion», se lamente un maquignon de la région de Djelfa. Une virée à travers plusieurs points de vente révèle que les prix sont variables et tout un chacun «se déploie» de son mieux pour tenter d' acquérir «son» mouton à un prix n'arrangeant guère le vendeur.

Il est vrai qu'aujourd'hui, le père de famille, des fois, n'a pas à faire avec l'éleveur d'origine, mais le revendeur. Ce dernier n'admet que très rarement que l'on discute du prix. Mais on finit, généralement, par trouver un arrangement et un terrain d'entente, car l'Aïd ne peut être un apanage pour les seuls nantis.

D'un point de vente à un autre, la foule ne tarit pas d'allées et venues, lesquelles iront en s'accentuant durant les dix jours restants, au cours desquels même les transports publics rejoindront «la piste de danse» pour proposer leurs services aux clients désirant conduire les bêtes vers les différentes cités et quartiers de la ville dont certains espaces seront réservés à la vente de fourrage. Concernant les prix de vente des moutons, le délire est à portée de mains.

Les moutons plus ou moins engraissés sont vendus entre 60.000 à 80.000 DA, alors qu'un ''vrai Raghadhen'' (bélier aux cornes bien affichées) est cédé à partir de 120.000 DA et plus. Situation qui n'arrange pas, faut-il le signaler, la plupart des familles, notamment celles qui sont nombreuses et de classes démunies et même moyenne.

Pour le moment, la valse des prix continue, en attendant le jour J de l'Aïd El-Adha. Pour les «heureux» acheteurs, ayant déjà acquis un mouton, les combats de béliers, l'autre spectacle traditionnel et particulièrement apprécié par la population, commence. Il convient de signaler que la wilaya d'Annaba enregistre, d'année en année, la prolifération de ce phénomène, le combat des béliers, très attendu par «les partisans et supporteurs» de «ce sport» insolite.

Les bêtes de combat auxquelles un traitement de faveur est généralement réservé, sont conduites vers les lieux de «combat» qui ne sont autres que de vagues terrain ou champs, «vêtues» de leurs plus beaux atours, selon les propos de ceux la même qui prennent un immense plaisir à y assister. Coupes spéciales et henné font partie de la «toilette»de ces pauvres bêtes auxquelles on impose des combats forcés, dans une grande ambiance que créent des groupes de jeunes et adultes dont certains n'hésitent pas à faire d'importants paris pour assister à un spectacle des plus impressionnants.

Nabil Chaoui

Une vingtaine de points de vente à Médéa

L'INSPECTION vétérinaire de la direction des services agricoles de la wilaya de Médéa a rendu public l'arrêté du wali n° 651 du 30/06/2021 relatif à la désignation des sites destinés au rassemblement et à la vente du cheptel destiné au rite sacrificiel de Aïd El Adha, en application de l'instruction n°1416 du 22/ 06/2021 émise par le ministère de l'agriculture et du développement rural relative à la préparation de l'opération Aïd sans Kyste hydatique.

Dans ce cadre, l'inspection vétérinaire a localisé plus de 20 sites répartis à travers 18 communes afin d'accueillir le bétail destiné à la vente durant la période précédant la célébration de l'Aïd. En outre, l'arrêté sus-cité interdit tout rassemblement de cheptel dans un site autre que ceux désignés et que le cheptel présenté à la vente doit être soumis au contrôle sanitaire par les autorités vétérinaires à travers ses permanences.

Il est également précisé que «Les agents de la santé publique, de la direction du commerce, accompagnés des vétérinaires de permanence sont chargés de procéder au contrôle des conditions de respect des mesures de prévention contre le covid-19, notamment la distanciation sociale, le port de la bavette pour les visiteurs des points de vente».

Pour plus de rigueur dans le respect des mesures de prévention, des points de contrôle des véhicules venant des autres wilayas sont institués pour s'assurer de la provenance du cheptel et de l'existence de certificats sanitaires délivrés par les vétérinaires officiels ou les vétérinaires privés mandatés, est-il indiqué.

Quant aux mesures relatives au contrôle et à l'abattage des bêtes du sacrifice le jour de l'Aïd, pour un «Aïd sans kyste», les établissements d'abattage, dont 2 abattoirs et 8 tueries répartis à travers le territoire de la wilaya, resteront ouverts pendant le 1er jour de l'Aïd pour permettre aux citoyens de pouvoir abattre leurs bêtes dans les conditions d'hygiène nécessaires et sous la surveillance de vétérinaires de service.

En plus de la mobilisation des équipes vétérinaires le jour du sacrifice, une campagne de sensibilisation est menée pour faire connaître les risques liés au kyste hydatique, «une maladie parasitaire, transmissible par les animaux, tout comme la Leishmaniose, la brucellose et la rage...».

Et que pour ce faire, «les médecins vétérinaires contrôlent les carcasses pour vérifier si les viscères et abats de la bête sacrifiée ne sont pas contaminés et peuvent être consommées sans risque par les humains ou donnés aux chats et chiens comme mesure de prévention contre la transmission des parasites du kyste hydatique vers l'homme», est-il expliqué.

Nabil B.

ÉLECTRICITÉ À BÉJAÏA

Hausse de la consommation

ALORS QUE la consommation en énergie électrique a connu une hausse sensible de 11, 28% durant le mois écoulé, la société de distribution d'électricité et de gaz (Sadeg) veut la ramener à nouveau, la baisse, afin d'éviter des pannes comme ce fut le cas la semaine passée au chef-lieu et dans quelques grands centres urbains. Des pannes qui se sont caractérisées par des coupures de courant pendant plusieurs heures. Pour ce faire, elle appelle sa clientèle à «une consommation rationnelle d'électricité». Sur le terrain, une campagne de sensibilisation pour une utilisation rationnelle de cette énergie a été initiée et devrait s'étaler sur tout le long de la période d'été. «Devant cet état de fait et dans le but de sensibiliser nos clients et les inciter à utiliser cette précieuse énergie de façon rationnelle, notre concession a lancé une campagne de sensibilisation à travers tout le territoire de la wilaya et elle durera tout le long de la saison estivale, soit du mois de juin jusqu'au mois de septembre 2021», a Indiqué la Sadeg dans un communiqué de presse transmis à notre rédaction. Cette campagne se cristallise par de différentes rencontres au profit des clients, toutes catégories confondues. Des séances pédagogiques sont animées au niveau des centres de formation en sus des journées portes ouvertes, du porte à porte, des journées d'information qui sont aussi initiées au profit des associations de quartiers, etc. Le but de ces actions, selon la même source, est d'«instaurer une culture de consommation chez nos clients». «Des actions qui sont assurées par nos équipes qualifiées qui présentent des conseils qui devraient être adoptés, quotidiennement, par nos clients sans oublier la nécessité de les inculquer à leurs enfants qui représentent les futures générations». «Elles vont nous permettre d'une part de sensibiliser nos clients sur l'utilisation idoine de l'électricité pour réduire le montant de leurs factures de consommation et d'autre part, permettre à notre société d'encaisser les factures afin de poursuivre ses investissements liés essentiellement à l'amélioration de la qualité et continuité de service», souligne encore la Sadeg dans on document. La hausse en énergie électrique de 14,42 Gwh par rapport au mois de juin de l'année dernière est expliquée par certains facteurs dont le pic de chaleur enregistré durant la période en question et la reprise de certaines activités après leur suspension en raison de la pandémie de la Covid-19. «Une hausse de consommation d'électricité de 11.28% est enregistrée en juin». Selon les explications de la Sadeg «à chaque pic de chaleur, son pic de consommation électrique», ajoutant que «l'été est de plus en plus énergivore: lorsque la température augmente, la consommation de l'électricité suit immédiatement avec, notamment, l'utilisation des appareils de climatisation». Et d'ajouter : «une hausse de 2.38% a été enregistrée pendant le premier semestre 2021 ceci par rapport à la même période de l'année précédente soit 19.20Gwh de plus». «Cette augmentation a été ressentie en mois de juin avec les pics de chaleur ainsi que la reprise des activités suspendues auparavant, à cause de la pandémie Covid-19», souligne les rédacteurs du communiqué.

N. Bensalem

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:17	12:34	16:26	19:50	21:36
CONSTANTINE	03:25	12:39	16:29	19:53	21:38
ALGER	03:41	12:53	16:43	20:07	21:50
OUARGLA	03:53	12:44	16:25	19:47	21:22
CHLEF	03:47	13:00	16:50	20:14	21:58
MOSTAGANEM	03:54	13:05	16:54	20:18	22:01
ORAN	03:58	13:08	16:57	20:21	22:03

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7038 — SAMEDI 10 JUILLET 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	32°	21°
Oran	30°	20°
Constantine	37°	19°
Ouargla	44°	29°

ACADÉMIE MILITAIRE INTERARMES DE CHERCHELL

TEBBOUNE PRÉSIDE LA CÉRÉMONIE DE SORTIE DE TROIS PROMOTIONS

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune a présidé avant-hier à l'Académie militaire de Cherchell la cérémonie de sortie de trois promotions d'officiers ayant reçu une formation de haut niveau dans ce pôle de formation d'excellence. Il s'agit de la sortie de la 14e promotion de formation militaire commune de base, la 52e promotion de formation fondamentale et la 5e promotion des officiers de la session Master, de l'Académie militaire interarmes de Cherchell, défunt président «Houari-Boumediene», après une formation de trois ans.

Le président de la République est arrivé dans la matinée à Cherchell, accompagné du président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche et des membres du Gouvernement.

Le chef de l'Etat a été accueilli à l'entrée principale de l'Académie, par le chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Saïd Chengriha, accompagné du Commandant des forces terrestres, le Général-major Athamnia, du Commandant de la Première région Militaire, le Général-Major Ali Sidane, et du commandant de l'Académie, le Général-Major Salmi Bacha.

Sur place, une formation militaire a présenté les honneurs au président de la République. Le Président Tebboune s'est recueilli devant la stèle commémorative de la mémoire du défunt président Houari Boumédiene, dont l'Académie porte le nom, en récitant la Fatiha du Saint Coran, et le dépôt d'une gerbe de fleurs.

Il s'est ensuite dirigé à la salle d'honneur, où il a suivi un exposé sur l'Académie de Cherchell et sur le cursus de formation qui y est dispensé, ainsi que sur les promotions sortantes. S'ensuivit le coup d'envoi officiel de la cérémonie de sortie des nouvelles promotions de l'année scolaire 2020/2021, entamée par un passage en revue des carrés des formations militaires alignés au niveau de la place d'Armes. Le général de corps d'Armée, chef d'état-major de l'ANP a prononcé, à l'occasion, une allocution dans laquelle il a remercié le président de la République d'avoir supervisé la cérémonie de sortie de promotions de l'Académie militaire de Cherchell, «la colonne vertébrale du système de formation de l'Armée nationale populaire qui dote nos Forces armées d'officiers qualifiés, compétents et imprégnés des principes et valeurs de la glorieuse Révolution de Novembre», a-t-il dit. Il a, aussi, salué «l'intérêt particulier et permanent» accordé par le président de la République à l'Académie, à l'instar des autres écoles de formation de l'ANP, à travers «la mise à disposition de toutes les conditions et tous les moyens humains, matériels, moraux et de motivation qui permettent de promouvoir les capacités de l'Institution militaire et de concrétiser les objectifs escomptés en termes de modernisation et de professionnalisation de notre Armée».





A son tour, le commandant de l'Académie militaire de Cherchell, le général-major Salmi Bacha, a évoqué dans son allocution «le rôle pionnier de l'Académie dans l'instruction d'une élite de cadres de l'Armée nationale populaire, en leur offrant une formation militaire scientifique de qualité, imprégnée d'une discipline militaire pleine d'esprit nationaliste, de ferme détermination et d'abnégation au service de la Nation, à travers des programmes de qualité, au diapason des exigences de formation modernes dans les domaines techniques et technologiques».

Les promotions sortantes ont ensuite prêté serment, avant que le président de la République ne procède à la remise des grades et des diplômes aux majors de promotions.

Il a remis le diplôme au major de promotion du cycle Master, puis le grade de sous-lieutenant et l'épée de l'Académie au major de promotion de la formation fondamentale.

Le Président Tebboune a aussi remis le diplôme au major de la promotion de formation militaire commune de base.

Les membres de la délégation accompagnant le chef de l'Etat ont ensuite procédé à la remise des diplômes et des grades aux autres lauréats.

La cérémonie s'est poursuivie par la passation de l'étendard de l'Académie entre la promotion sortante et celle montante, avant que le major de la 52ème promotion de la formation fondamentale ne soumette à l'approbation du Président de la République la baptisation de la promotion au nom du défunt moudjahid le général de corps d'armée Mohamed Lamari, l'un des vaillants hommes de l'Algérie, possédant à son passif un long parcours de don de soi, dans les rangs de l'ANP.

S'ensuivit la présentation d'une parade militaire mettant en exergue différents sports de combat pratiqués par les forces de l'ANP, dont le karaté, le Kung-fu, et différents exercices collectifs avec et sans armes. L'opportunité a également donné lieu à la présentation d'un exercice de combat pour l'élimination d'un groupe criminel, avant la clôture des exhibitions par un tableau représentant les couleurs nationales.

Les hôtes de Cherchell ont par la suite, suivi une exhibition des forces aériennes, avec des avions de combat, et un exercice de leur approvisionnement en carburant dans les airs.

Le 104e régiment de manœuvre opérationnelle a, pour sa part, exécuté un exercice de combat intitulé «siège et attaque d'un bâtiment abritant des terroristes».

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a, par ailleurs, suivi, sur écran géant, des exercices démonstratifs en mer, exécutés par les Forces navales intitulés «intervention pour interpeller un navire suspect et libération d'otages à son bord».

La cérémonie a été clôturée par une parade sur des airs de musique militaire interprétés par une troupe de la Garde républicaine, à laquelle ont pris part des carrés d'élèves officiers de carrière de Formation fondamentale et militaire commune de base, ainsi qu'une exhibition de saut de parachutes. Le président Tebboune a visité, à l'occasion, une exposition scientifique mettant en exergue les travaux réalisés par des élèves officiers en Master et Licence, ainsi que des cadres et enseignants de l'Académie, avant la clôture de cette cérémonie de sortie 2020/2021 par un hommage spécial en l'honneur de la famille du défunt général de corps d'Armée, Mohamed Lamari, et la signature, par le président de la République, du registre d'or de l'Académie militaire de Cherchell.

M. D.